

# JEUNESSE, PARTICIPATION POLITIQUE ET CITOYENNETE : CAS DE LA PREFECTURE DE KANKAN, REPUBLIQUE DE GUINEE

**CONDE Karamo**

*Sociologue, Université Julius NYERERE de Kankan,  
BP 209 République de Guinée,  
condekaramo@gmail.com*

## Résumé

*En Guinée, les jeunes comptent pour un tiers de la population générale. Ils constituent une véritable force sur le plan démographique. Le potentiel de cette force démographique est évident dans les calculs politiques de ceux/ celles qui aspirent à être des élus/ es. Cependant, leur influence dans la sphère politique reste limitée à l'instar des autres pays d'Afrique en raison d'un certain nombre de stéréotypes socialement construit. Or, l'inclusion des jeunes dans les processus politiques est cruciale pour la stabilité et la paix à plus long terme. L'étude montre que la participation politique des jeunes de la Préfecture de Kankan s'explique par des déterminants qui se traduisent par des intérêts matériels ou immatériels des acteurs. La participation politique d'une frange importante de jeunes est conditionnelle et se caractérise par l'instrumentalisation et les actes inciviques. Ainsi, les intérêts des partis prenantes des processus électoraux bousculent dangereusement les valeurs cardinales qui fondent la notion de citoyenneté, laissant place aux cercles de tensions sociales et de violence sous plusieurs formes. Il existe un véritable déficit de citoyenneté. Les niveaux de conscience varient d'un acteur politique à un autre et d'un groupe social à un autre. Nous avons utilisé l'approche qualitative en profondeur afin de pouvoir recueillir la totalité des discours des enquêtés pour mieux cerner le problème dans sa complexité et dans ses dimensions. Les données ont été collectées auprès des militants, sympathisants de trois grands partis politiques, leaders d'opinions et acteurs de la société civile. Au total, 90 personnes ont participé à la collecte des données et les résultats confirment l'hypothèse de départ.*

**Mots clés :** jeunesse, participation politique, citoyenneté.

## Abstract

*In Guinea, young people account for a third of the general population. They represent a real demographic force. The potential of this demographic force is evident in the political calculations of those who aspire to be elected representatives. However, their influence in the political sphere remains limited, as in other African countries, due to a number of socially constructed stereotypes. Yet the inclusion of young people in political processes is crucial to longer-term stability and peace. The study shows that the political participation of young people in the Kankan Prefecture can be explained by a number of determinants, reflected in the material or immaterial interests of the players involved. The political participation of a significant fringe of young people is conditional and characterized by instrumentalization and uncivil acts. In this way, the interests of the parties involved in electoral processes dangerously undermine the cardinal*

*values underpinning the notion of citizenship, giving way to circles of social tension and violence in various forms at the end of electoral processes. Levels of awareness vary from one political player to another and from one social group to another. We used an in-depth qualitative approach so as to be able to gather the full range of interviewees' views and thus gain a better understanding of the problem in all its complexity and dimensions. Data was collected from activists, supporters of three major political parties, opinion leaders, and civil society players. A total of 90 people took part in the data collection, and the results confirm the initial hypothesis.*

**Key words:** *youth, political participation, citizenship.*

## **Introduction**

La participation des jeunes à la vie sociopolitique est une problématique cruciale dans les nations, à l'échelle planétaire. Selon le préambule de la Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale : « participer et être un citoyen actif, c'est avoir le droit, les moyens, la place, le soutien voulu pour participer aux décisions, influer sur elles et s'engager dans des actions et activités de manière à contribuer à la construction d'une société meilleure. »

L'Organisation des Nations Unies (ONU) définit « les jeunes » comme une tranche d'âge allant de 15 à 24 ans. Elle a néanmoins nuancé et enrichi cette définition en soulignant que « la jeunesse est une période de transition de la dépendance à l'indépendance et à l'autonomie » et que les jeunes « se heurtent à des obstacles dans l'exercice de leurs droits en raison de leur âge, ce qui limite leurs possibilités. Les droits humains des jeunes font donc référence au plein exercice des libertés et droits fondamentaux détenus par les jeunes. Promouvoir ces droits consiste à surmonter les obstacles et problèmes qui leur sont spécifiques. » Cette définition traduit une approche fondée sur les droits humains (AFDH).

La notion de « jeunesse » est fortement liée à des pratiques sociales et culturelles, qui varient dans le temps et d'un contexte à l'autre, notamment en fonction du genre et de la classe sociale des personnes concernées. Il n'y a pas de définition universellement acceptée de la « jeunesse » ou des « jeunes ». Les définitions dépendent du pays, du contexte et des organisations. Il semble donc plus adapté de parler de « jeunesse », afin d'en reconnaître la diversité, et de se référer à un processus de transition entre l'enfance et l'âge adulte – permettant une autonomisation intégrale, c'est-à-dire socio-économique, environnementale, citoyenne et politique... » CNDSI, 2014

La question de la participation des jeunes est complexifiée par le fait que cette population a un positionnement spécifique dans l'organisation sociale. Les jeunes d'aujourd'hui font l'objet de nombreuses idées reçues. En réponse, les jeunes dans leur diversité, portent un regard critique sur les mondes politique et institutionnel. En 2023, l'ONU dénombre 1,2 milliards<sup>7</sup> de jeunes de 15 à 24 ans. Si les jeunes constituent un formidable potentiel pour l'avenir, les défis qu'elles et ils doivent contribuer à relever sont énormes : crise climatique et environnementale, croissance des inégalités, conflits internationaux prolongés et, dans de nombreux pays, violations systémiques des droits humains et affaiblissement de l'État de droit et des démocraties. Dans ce contexte, des solutions innovantes intergénérationnelles et la participation des jeunes à la vie politique, sociale, environnementale et économique, constituent une nécessité absolue pour avancer vers un développement inclusif et durable. Or en 2023, de manière emblématique, seulement 2,6 % des parlementaires à travers le monde ont moins de 30 ans.

Partout dans le monde, la représentation des jeunes dans la sphère politique et citoyenne demeure insuffisante malgré des signes encourageants. Bien que l'engagement des jeunes soit en augmentation dans des causes qui leur tiennent à cœur, telles que l'environnement, les droits humain et l'égalité sociale, certains défis continuent de limiter leur pleine participation. Aujourd'hui, moins de 2% des parlementaires à travers le monde ont moins de 30 ans, ainsi on constate un manque de représentation des jeunes dans les instances décisionnelles. Les jeunes issus de milieux défavorisés, privés d'une éducation de qualité ou confrontés à un emploi précaire et/ou informel voire au chômage, peuvent se sentir exclus ou marginalisés dans les processus politiques traditionnels. Aussi, 628 millions de jeunes de 15 à 24 ans, sont sans emploi, sans formation, et sans éducation, la majorité étant des filles. Aussi les obstacles tels que les barrières socio-économiques et les discriminations de genre, d'origine ou de handicap entravent leur participation et leur autonomisation en tant que citoyennes. Plan International, 2024.

En Afrique, la jeunesse joue un rôle crucial dans le paysage politique de nombreux pays du continent, offrant un potentiel immense pour le renouveau, la transformation et le progrès démocratique. Cependant, cette jeunesse est confrontée à une série de défis complexes qui entravent souvent son engagement politique et citoyen. Ces défis comprennent le

manque de ressources et d'opportunités économiques, la répression politique, le déficit de représentation dans les institutions politiques, le cynisme et la désillusion à l'égard de la politique, ainsi que le manque de formation politique formelle. De nombreux observateurs mettent un accent particulier sur la crise de la citoyenneté comme un autre défi important pour envisager une société d'autant plus paisible. « Les défis complexes du 21<sup>ème</sup> siècle ne pourront être maîtrisés que par des personnes prêtes à agir en citoyens responsables, éclairés et engagés. » FOUNTAIN 2002.

L'Afrique dispose d'une population jeune, la plus importante du monde. D'ici 2030, 75% de la population africaine aura moins de 35 ans. Le nombre de jeunes africains âgés de 15 à 24 ans devrait atteindre 500 millions en 2080. DIOUBATE, 2024.

Ces données démographiques constituent une force de croissance potentielle. Toutefois, le potentiel du dividende démographique de l'Afrique a été éclipsé par les préoccupations des gouvernements et des donateurs internationaux concernant la relation entre les fortes populations de jeunes, les taux de chômage et l'instabilité politique.

De nombreux pays ayant une forte population de jeunes et des taux élevés de chômage et de sous-emploi des jeunes vivent dans la paix. Mais le discours politique dominant soutient que les jeunes chômeurs constituent une menace pour la stabilité.

Après la seconde guerre mondiale, trois partis politiques apparaissent en Guinée à savoir : le Bloc Africain de Guinée, le Parti Démocratique de Guinée : section guinéenne du Rassemblement Démocratique africain (PDG-RDA) et la Parti Socialiste.

En Guinée, les jeunes ont toujours été au cœur des processus démocratiques et électoraux. Sous la première République, l'audience de la jeunesse dans l'arène politique était prépondérante à la JRDA (Jeunesse Révolutionnaire Démocratique Africain). Dans les établissements scolaires et universitaires, les jeunes étaient parties prenantes du processus de décision à travail les Conseils d'Administration (CA). Sous la deuxième République, avec le multipartisme qui a favorisé une certaine diversité des tendances politiques dans le pays, la participation des jeunes au processus politique étaient également remarquable. En 1992 déjà, les partis d'opposition sont autorisés

C'est à la ferveur des élections présidentielles de 2010 que l'on assista à un véritable foisonnement des partis politiques. Cette situation a

occasionné une forte participation des jeunes au processus électoral. Les élections présidentielles de 2010 étaient historiques puisque, pour la première fois dans l'histoire du pays, il n'avait aucun titulaire parmi les candidats et l'environnement favorisait un processus véritablement compétitif. En 2024, une évaluation des partis politiques réalisée par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation permet d'avoir une vision claire du dénombrement de ces structures. A cette occasion, on dénombre officiellement 211 partis politiques enregistrés. MATD, 2024. Ces formations politiques, pour répondre aux exigences de représentativité, mettent en place des démembrements sur l'étendue du territoire national.

Dans cette perspective, on constate une forte implantation territoriale des différents partis politiques dans la préfecture de Kankan, en raison de la position stratégique et du poids démographique de cette dernière dans le pays. Aussi, la jeunesse est une catégorie sociale sur laquelle est fondée la démarche des partis politiques en question. Sa participation à l'animation et à la vitalité des formations politiques avant, pendant et après les processus électoraux apparaît comme une problématique cruciale. Selon les circonstances, tantôt elle agit en faveur des acteurs politiques sous le sceau de la manipulation ou à la recherche du gain, tantôt elle agit par conviction politique. A cela s'ajoutent les tendances de représentations sociales négatives qu'on se fait d'eux et les stéréotypes discriminatoires ainsi que la crise de socialisation dans l'univers familial et de citoyenneté dans l'espace public. Les règles de la citoyenneté sont foulées au pied au détriment des intérêts individuels et politiques. Il existe un véritable déficit de citoyenneté dans la conduite et les agissements des jeunes qui interviennent dans la scène politique. La Préfecture de Kankan a donc une douloureuse expérience des processus électoraux. Des affrontements violents entre groupes politiques opposés (mouvance et partis de l'opposition), le plus souvent, font de cette préfecture, le théâtre des scènes de violences.

En outre, on observe une mauvaise interprétation de la démocratie ayant provoqué des dérives comportementales qui ont mis en mal la cohésion sociale et les efforts de développement économique et social. C'est pourquoi, il apparaît opportun d'étudier les déterminants de la participation de la jeunesse aux activités politiques en lien avec la citoyenneté dans la Préfecture de Kankan.

La pertinence scientifique de ce sujet s'explique par l'insuffisance des données qualitatives et quantitatives sur la problématique de la participation de la jeunesse aux activités politiques en rapport avec la question de citoyenneté. De cette lacune au niveau de la littérature, découle la nécessité de production de connaissances scientifiques sur ce sujet. Son originalité part du fait que la spécificité relative à la corrélation participation de la jeunesse aux activités politiques et citoyenneté n'a pas encore fait objet d'étude systématique au niveau de cette zone.

Enfin, telles que la situation se présente dans le champs politique, un climat de méfiance, de rivalité et de conflit latent se développe de manière dissimulée entre des acteurs politiques de bords différents. Peu de partis politiques disposent de programmes de formation ou de sensibilisation des militants sur des thématiques relatives à la non-violence ou à la citoyenneté. Ce qui représente un véritable danger dans la mesure où, les conflits qui en résultent se caractérisent par des actes de destruction et de vandalisme de biens d'autrui. Parfois, les victimes sont des citoyens innocents.

D'où la pertinence socio-économique de cette étude qui se traduit par le fait qu'une meilleure compréhension de cette situation problématique, fondée sur des recommandations, contribuerait à encourager dans une société caractérisée par la fragilité du tissu social, l'éducation citoyenne au niveau de la jeunesse et des partis politiques. Aussi, elle permettra de promouvoir la culture de la non-violence durant les processus électoraux en vue d'une communauté paisible et harmonieuse.

Au regard de cette situation, émerge une question de recherche : *quels sont les déterminants et les liens entre la participation de la jeunesse aux activités, mouvements politiques et la citoyenneté dans la Préfecture de Kankan ?* La recherche vise à produire des connaissances sur les déterminants et les liens entre la participation de la jeunesse aux activités, mouvements politiques et la citoyenneté. Spécifiquement, il s'est agi de :

- décrire les déterminants et niveaux de participation de la jeunesse aux activités et mouvements politiques ;
- décrire et analyser les liens entre la participation politique des jeunes et la citoyenneté ;

- analyser les enjeux de l'apport de la jeunesse à la politique et les attentes relatives à sa participation.

L'étude est partie de l'hypothèse selon laquelle la participation politique de la jeunesse est influencée par divers facteurs qui ne tiennent pas compte des fondements de la citoyenneté dans la Préfecture de Kankan.

## I. Méthodologie

L'étude de la participation politique de la jeunesse en lien avec la question de la citoyenneté nécessite l'utilisation d'une approche qualitative en profondeur afin de pouvoir recueillir la totalité des discours des enquêtés pour mieux cerner le problème dans sa complexité et dans ses dimensions. A toutes les étapes du travail, nous avons utilisé la recherche documentaire comme moyen nous permettant de faire l'état des connaissances sur le sujet à l'étude. Les opérations de collecte des données se sont déroulées dans les préfectures de Kankan.

Les données ont été collectées auprès des militants, sympathisants, leaders d'opinions et acteurs de la société civile. Il s'agit d'un certain nombre d'acteurs qui participent aux activités, manifestations des partis et mouvements politiques au niveau de la préfecture de Kankan.

Pour cela, nous avons sélectionné 60 militants et sympathisants de 3 partis politiques dont 20 enquêtés par parti politique. Il s'agit de 3 grandes formations politiques de la préfecture à savoir : le RPG, l'UFDG et le PEDN. Ensuite, nous avons sélectionné 30 jeunes leaders d'opinions et 10 acteurs évoluant dans les organisations de la société civile qui participent souvent aux travaux démembrements des organismes chargés de l'organisation des élections et de l'observation électorale. En tant qu'acteur de la société civile ayant participé à l'observation électorale dans la même Préfecture au compte d'organisations nationales et internationales, notre vécu et nos expériences en la matière nous ont servi comme fondements de compréhension des différentes dimensions de cette problématique.

Les outils de collecte étaient organisés autour de thématiques conformes aux objectifs de la recherche. Nous avons à cet effet conçu des guides d'entretien en profondeur, contenant des questions relativement ouvertes afférentes aux différentes thématiques étudiées.

C'est ce qui nous a servi d'instrument de collecte des données auprès des enquêtés. Pour réussir les entretiens sur le terrain, nous avons toujours commencé par la négociation de la porte d'entrée en se fondant sur les codes culturels, les réseaux de parenté et le cousinage à plaisir afin d'obtenir l'accord et l'autorisation des participants. Nous avons utilisé la méthode de boule de pour rencontrer les enquêtés, les uns après les autres.

A tous les niveaux, nous prenions soins d'expliquer clairement en amont, les objectifs de l'étude, les raisons pour lesquelles le choix a porté sur eux et enfin le déroulement des entretiens. Nous avons expliqué à chaque enquêté ce que l'équipe de collecte des données attendait de lui.

Durant tout le processus de conception et de mise en œuvre de cette étude, les considérations éthiques ont été au centre de nos préoccupations. L'étude a été menée conformément aux standards de conduite adoptés notamment : le respect de la dignité des participants, la confidentialité, la justice, la bienfaisance, le consentement éclairé volontaire en amont.

## **II. Résultats**

### ***2.1. Déterminants de la participation politique, poids électoral et niveaux de conscience des jeunes***

#### ***2.1.1. Les déterminants de la participation politique des jeunes***

La politique est devenue un domaine qui gagne du terrain depuis quelques années dans la Préfecture de Kankan. Les jeunes s'y intéressent de plus en plus en raison de plusieurs déterminants qui se traduisent par des intérêts matériels ou immatériels des acteurs. La participation politique d'une frange importante de jeunes est conditionnelle. Un jeune leader d'un mouvement de soutien à un parti politique, 38 ans, résidant au quartier Korialen, déclare :

*« je fais de la politique pour avoir des retombées financières ou matérielles et j'assume. Les leaders politiques agissent pour leurs propres intérêts. Ils ont besoin des jeunes pour des causes temporaires prédéfinies. C'est une sorte de contrat. En majorité, ce sont des anciens dignitaires de l'Etat qui sont très riches. On se jette à l'eau pour être au moins mouillé. Nous n'aurons pas raison en suivant ces politiciens sans contrepartie, comme ce fut d'ailleurs le cas de nos parents. »*

Il existe une autre catégorie de jeunes qui militent dans les formations politiques par reconnaissance ou pour honorer leurs parents, leurs familles reconnus pour la constance et la fidélité à tel ou tel parti politique. L'appartenance ou la ligne politique de l'origine sociale de l'individu peut donc influencer son choix ou sa participation politique. Dans une large mesure, les attitudes et comportements d'un individu sont imputables à son environnement socio-éducatif. Une militante de parti politique, âgée de 41, résidant au quartier Morioulen déclare :

*« sous la deuxième République, mon père a été demi de ses fonctions, radié des effectifs de la fonction publique, humilié et emprisonné par la suite à cause de son appartenance politique à ce parti de l'opposition d'alors. Pour cette raison, nous avons grandi dans des conditions précaires et difficiles. C'est une période sombre, inoubliable et impardonnable de l'histoire de notre famille. C'est pourquoi, je resterai militante inconditionnelle de ce parti. »*

Par ailleurs, il existe une autre catégorie de jeunes qui militent dans les partis politiques par conviction vis-à-vis du parcours du leader, de sa vision et du contenu de son projet de société. Cette catégorie paraît minoritaire et est constituée dans maints cas, de jeunes diplômés. Dans le cadre de cette étude, les discours recueillis, permettent de comprendre que d'autres jeunes participent aux activités politiques par ce que celles-ci apparaissent à leurs yeux comme une " mode dominante " ou une actualité dominante qui peut offrir un prestige social. C'est-à-dire que les activités politiques peuvent faciliter le fait d'être au centre de l'attention. Le positionnement politique est donc considéré comme moyen de construction d'une nouvelle personnalité. D'autres par contre, sont des suivistes, ils sont entraînés et mobilisés par les plus influents des groupes sociaux. Ainsi, la prééminence des uns, influence la participation et le choix politique des autres.

Enfin, les considérations ethniques ou régionalistes influent également les choix politiques d'une frange importante de jeunes à Kankan, à l'instar de la situation globale du pays. Comme pour dire que le rapprochement ou les affinités sociales pèsent aussi en politique. Loin d'être des identités immuables, les ethnies sont des constructions sociales évolutives, sujettes à des manipulations par les groupes et individus en lutte pour l'accès à l'État et à ses prébendes. En effet, l'ethnicité ou l'appartenance ethnique est de nos jours une assignation sociale et une représentation attribuée à

un individu ou à un groupe humain, en fonction de critères culturels ou de leur apparence physique. “*C'est mon parent*”, “*c'est mon frère*” ou “*ici c'est chez nous*” sont des expressions courantes qui sont à la mode et des prétextes de rattachement de certains jeunes à tel ou tel leader politique. Généralement en Guinée, les leaders politiques font les meilleurs scores possibles dans leurs régions d'origine.

### ***2.1.2. Le poids électoral des jeunes***

Dans le contexte de la Guinée, les jeunes constituent une véritable force sur le plan démographique. Le potentiel de cette force démographique est évident dans les calculs politiques de ceux/celles qui aspirent à être des élus/es. Ces derniers ne manquent pas de courtiser les jeunes à la faveur des échéances électorales. Plus les jeunes sont organisés, conscients de leurs forces et de leurs intérêts, plus ils pourront utiliser leur poids électoral pour :

- influencer l'agenda politique, c'est-à-dire déterminer dans une certaine mesure le contenu des programmes des partis politiques, les priorités des politiques publiques et les thèmes de débat qui font l'actualité nationale ;
- participer à la désignation des gestionnaires de la cité (maire, député, président, etc.) en fonction de leurs intérêts ;
- accéder à des postes de décision comme des élus susceptibles d'exercer des responsabilités politiques :
- contrôler l'action des élus pour veiller à ce que la politique soit au service des populations.

Un acteur de la société civile, âgé de 42 ans, résidant au quartier briqueterie déclare ceci : « *Les jeunes sont des forces motrices de toute activité politique. L'animation et la mobilisation politique ne peuvent être bien assurées que par les jeunes car elles exigent de l'énergie, de la vitalité et de la disponibilité. A toutes les étapes du processus électoral, le rôle des jeunes est fondamental.*

### ***2.1.3. Les niveaux de conscience politique dans l'univers politique à Kankan***

Dans la Préfecture de Kankan, l'espace politique est caractérisé par des interactions entre plusieurs catégories d'acteurs avec des représentations, motivations et visions diverses. Les niveaux de conscience varient d'un

acteur politique à un autre et d'un groupe social à un autre. On en distingue les catégories suivantes :

**a)- L'inconscient politique** : c'est le propre de l'acteur politique qui ne lit pas les journaux, n'écoute pas les informations politiques ni à la radio , ni à la télévision mais se contente de ce qu'il entend dans les cafés, dans les cercles d'amis et dans la rue. Il ne participe pas aux réunions du parti mais est très enthousiaste et est prêt à se sacrifier pour l'idéal qu'il défend. C'est le cas des jeunes qui sont hors du champ politique et du paysan qui vit dans un village enclavé. L'inconscient politique est la proie facile de la politique politique avec son cortège d'instrumentalisation et de désinformation.

**b)- Le subconscient politique** : c'est la catégorie de jeunes qui a un léger soupçon de la chose publique. Cet acteur participe à quelques évènements. Cette catégorie se retrouve surtout parmi des aventuriers de retour au bercail, des élèves qui ont abandonné les études au primaire et des travailleurs du secteur informel comme des mécaniciens, des jeunes orpailleurs et autres. Ils sont dans leur forte majorité taillable et corvéable à merci par des politicards.

**c)- Le content politique** : il existe deux catégories de contents dans l'univers politique. La première est contente parce qu'elle bénéficie davantage dans le régime politique en place (pour les partisans de cette composante, la vie est essentiellement intérêt). La deuxième catégorie est contente non pas parce qu'elle gagne un intérêt matériel ou financier particulier mais tout simplement du fait que son candidat a gagné les élections ou est au pouvoir ; in est content car l'élu du peuple est de son ethnique ou de sa région (ethnocentrisme et régionalisme).

**d)- Le mécontent politique** : il existe dans l'univers politique deux catégories de personnes mécontents. La première est mécontente parce qu'elle a perdu un poste, des avantages ou une certaine considération. Dans cette catégorie, certains jeunes sont frustrés parce qu'ils n'ont pas obtenu ce qu'ils attendaient du pouvoir. La deuxième catégorie de jeunes mécontents se retrouvent parmi ceux dont le candidat représentant son ethnique ou sa région n'est pas élu.

**e)- Le transhumant politique :** dans l'univers politique, il existe de nombreux jeunes qui font de la transhumance politique ; ils migrent d'un parti à l'autre à la recherche « de gains » comme un troupeau de bœufs en quête d'herbes fraîches pendant la saison sèche. Malheureusement, ils sont les plus nombreux en Guinée parmi des jeunes qui sont sans conviction politique. Ils sont prêts à changer de veste à tout moment. Le manque d'emploi explique pour une large part ce comportement versatile en politique.

**f)- Le militant politique :** militer en politique veut dire s'engager au sein d'une organisation partisane dans le but de promouvoir et défendre une idéologie, une cause, une politique, des idées, etc... Militer en politique nous met en face d'autres personnes qui n'ont pas la même idée de l'organisation de la société, pas les mêmes points de vue et le plus souvent pas les mêmes intérêts que nous. Le militant politique est quelqu'un qui :

- a des convictions profondes ;
- est prêt à assumer publiquement ces convictions ;
- est animé d'un esprit qui l'amène à recruter d'autres personnes par souci de gagner le maximum de gens à la cause de son parti ;
- s'engage formellement dans le parti ;
- contribue au parti en donnant son temps, ses réflexions, ses idées, son argent, ses avoirs matériels, etc. ;
- participe à la réflexion, la prise des décisions et la mise en œuvre des décisions au sein du parti.

## ***2.2. Le poids des normes sociales et l'importance de la prise en compte des besoins des jeunes***

La société maninka de Kankan est fondée autour d'un certain nombre de normes sociales, de valeurs et de principes. Elle repose sur la famille élargie "Bolonda"<sup>1</sup>, le lignage ou le clan "Kabila", la communauté villageoise "So" et la fédération de village "Djamana"<sup>2</sup>. A tous les échelons de cette organisation, l'individu est évalué en fonction de ses liens personnels avec les autres membres de la collectivité, selon l'âge et le sexe. Au sein de la famille élargie, les relations sont de deux sortes (celles liées aux

---

<sup>1</sup> Bolonda : carré dans la division géographique du village

<sup>2</sup> Djamana : territoire

relations de contraintes, de respect et obéissance, et celles qui lient les enfants aux pères, aux femmes, aux frères aînés, à leurs cadets, que l'on nomme de relations verticales) et les relations à plaisanteries liant les individus appartenant à la même classe d'âge tout comme les petits fils à leurs grands-parents ou les beaux frères et les belles sœurs. Dans cet univers social, en dépit de l'influence des effets de la globalisation sur les jeunes, la parole ou la décision des anciens, sages et notables restent encore est sacrée. C'est-à-dire que l'ordre socio-culturel incarné par le pouvoir gérontocratique des anciens influence considérablement les décisions et actions politiques des jeunes. La position sociale des jeunes, autrement dit la valeur et la place que leur accorde la société, constitue encore un frein à leur participation effective et authentique aux dynamiques de changement, dans tous les domaines. Les discriminations dont les jeunes sont victimes relèvent non seulement de leur âge mais aussi de leur genre. Les considérations stéréotypées font que les filles et femmes ont peu de strapontins de décision et n'ont souvent pas droit à la parole malgré les efforts dans le cadre de promotion du genre, à travers l'équité. Un activiste, coordinateur d'un mouvement social, âgé de 35 ans, résidant au quartier Timbo déclare : « *Comment voulez-vous que les choses changent. A chaque fois que les jeunes s'organisent pour mettre en place des mouvements afin de lutter contre une injustice sociale ou une situation sociale inadmissible dans la communauté, dès lors que c'est à la défaveur du pouvoir central, ce sont les sages (délégation du patriarche ou des imams) qui lèvent le ton pour nous demander d'arrêter.* »

Par ailleurs, il faut noter que si les jeunes constituent le moteur de toute politique de développement, il apparaît important de tenir compte de leur aspirations et besoins. Malheureusement, les jeunes sont encore considérés comme des bénéficiaires des programmes et des politiques. Leur légitimité et leur droit à participer leur sont souvent niés car ils sont considérés comme sans expérience et expertise. Il existe peu d'espaces de dialogue, de concertation ou de décision ouverts aux jeunes et où peut s'exercer un dialogue d'égal à égal. Les initiatives de participation des jeunes se limitent trop souvent à des consultations. Le plus souvent on leur fait la cour qu'à des occasions données : campagnes électorales ou mobilisations pour des propagandes. Un jeune diplômé en sociologie, âgé de 37 ans, activiste de la société civile déclare : « *En politique, on n'accorde souvent d'intérêt aux jeunes que pour des raisons de mobilisation. S'agissant*

*des programmes et politiques de développement, généralement, ils ont pris la mauvaise habitude de concevoir les documents au sommet et à l'insu des bénéficiaires que nous sommes. Comment les choses peuvent bouger dans ces conditions. C'est pourquoi, la plupart de ces politiques échouent. Il faut changer cet ordre. »*

### ***2.3. Education citoyenne et renforcement des capacités d'agir des jeunes***

La nécessité de renforcer l'éducation à la citoyenneté apparaît pertinente au niveau de la couche juvénile. Elle représente également un enjeu nécessaire pour contribuer aux enjeux démocratiques et globaux, à la mobilisation citoyenne et au bien-vivre ensemble. D'un point de vue politique et sociologique, la citoyenneté désigne la participation active et responsable du citoyen à la vie de la collectivité (étatique et locale) en s'appuyant sur un ensemble de valeurs, telles que le civisme, la civilité, l'intégrité et la solidarité. C'est l'engagement du citoyen dans les actions d'intérêt général.

Malheureusement, les données collectées dans le cadre de cette étude, font état du fait que les actes inciviques comme la violence à travers la destruction des biens publics et privés, l'instrumentalisation des particularismes communautaires, à désobéissance à l'autorité etc... Prennent le dessus des actes civiques notamment chez les jeunes. Ces comportements déviants érigés parfois en normes par ignorance, compromettent dangereusement la paix, la sécurité et la quiétude société à Kankan. Ce qui implique le respect d'une des missions fondamentales des partis politiques à savoir : l'éducation citoyenne des militants et sympathisants. Un enquêté résidant au quartier Harlem, 32 ans, déclare :

*« je n'ai aucune souvenance de l'organisation d'une quelconque formation dans le cadre de la citoyenneté par un parti politique, ici à Kankan. Par conséquent, la violence est la voie la plus efficace pour se faire entendre. Les autorités ne nous prennent au sérieux que lorsqu'elles constatent les manifestations violentes. Cet état de fait s'est finalement installé comme un principe ou un mode de vie. »*

A l'avenir, si nous voulons une société paisible et émergente, il apparaît opportun de faire de la formation des jeunes, une véritable priorité. Ils doivent également participer aux instances de décision en tenant compte de leur préoccupation dans l'élaboration de programmes et politiques de développement.

Les efforts visant à soutenir le leadership des jeunes, y compris des filles et des femmes, et leur capacité à s'engager dans les affaires politiques et publiques, doivent commencer dès l'enfance et se poursuivre tout au long de la vie en créant un environnement favorable. Un levier clé en la matière est l'éducation à la citoyenneté et à l'égalité des genres des questions de droits de l'Homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable car une jeunesse mal formée est un danger pour l'avenir. Un acteur de la société civile, âgé de 42 ans, résidant au quartier Banankoroda, déclare : *« une communauté ou un pays n'a rien de plus précieux que sa jeunesse puisque l'avenir appartient à cette couche. Son niveau d'éducation et d'implication est le reflet de l'avenir. »*

### **3. Discussion**

#### ***3.1. Une jeunesse sacrifiée : entre manipulation politique et conviction***

La participation politique des jeunes est caractérisée par plusieurs variables dans la Préfecture de Kankan. A la veille des élections, les jeunes affiliés aux partis politiques sont instrumentalisés par les leaders politiques. Nombreux sont ceux qui se sacrifient pour des intérêts pratique et éphémères.

Ces leaders utilisent leurs fortunes et leurs réseaux relationnels pour influencer les jeunes qu'ils préparent comme une sorte de groupe de pression en attente. C'est pourquoi, pour avoir un parti politique influent en Guinée, il faut avoir les moyens de sa politique en termes de facteur attractif. En analysant cette situation, on s'aperçoit que le faible niveau d'instruction, le chômage et la pauvreté sont quelques éléments explicatifs de cette attitude de certains jeunes. Ce résultat a été trouvé par E. N'GABIR , 2015.

D'autre part, la participation politique des jeunes est motivée par la conviction politique. Il s'agit des groupes de jeunes dont la démarche politique est fondée sur le fait d'être convaincu de la pertinence du projet de société et de la confiance vis-à-vis d'un leader politique. Pour la plupart, cette catégorie est composée de d'acteurs réfléchis avec une forte capacité de discernement et des niveaux d'instruction acceptables. Ce résultat confirme celui de DIOUBATE, 2017.

### ***3.2. De la conception des jeunes comme victimes à protéger et menaces à la stabilité politique***

Plusieurs études font état d'un taux considérable de jeunes diplômés en situation de chômage et de paupérisation en République de Guinée. La jeunesse constitue une catégorie sociale dotée d'aptitudes et de capacités d'innovation, d'adoptions et de créativité. En dépit de ces potentialités, , les jeunes restent mal connus des acteurs du développement économiques et social. Il se trouve qu'en Guinée, les jeunes représentant 45% de la population. Près de la moitié (45%) des 18-35 ans sont sans emploi et à la recherche d'un travail, contre 12%-27% des cohortes plus âgées . Le taux des jeunes qui sont à la recherche d'un emploi a augmenté de 27 points de pourcentage depuis 2017. Le taux de chômage est donc plus élevé chez les jeunes, avec une estimation de 60% en chômage ou sous-emploi. DIOUBATE, 2017.

D'après les résultats de la plus récente enquête Afrobaromètre en Guinée, les jeunes considèrent la création d'emplois comme le secteur qui devrait bénéficier en priorité d'investissements supplémentaires pour les soutenir. Selon les enquêtes, cette crise de l'emploi chez les jeunes, qui s'est aggravée depuis 2017, résulte principalement du manque de formation, en plus des conditions économiques difficiles et de la rareté des opportunités d'emploi. Il n'est donc pas surprenant que les jeunes et leurs aînés expriment une forte insatisfaction à l'égard des efforts du gouvernement pour stimuler la création d'emplois. Ils sont victimes d'une mal gouvernance qui se traduit par l'incapacité des pouvoirs publics à créer plus d'emplois ou à encourager l'entrepreneuriat. Par conséquent, l'accumulation de cet ensemble de frustrations et le manque d'espoir du bien-être conduisent les jeunes à prendre position et à revendiquer des conditions de vie meilleures. Ainsi, ils sont aux aguets de simples prétextes pour proférer des manifestations, pour détruire ou pour contester.

### ***3.3. Crises post-électorales et crise de citoyenneté***

Il est évident que les conflits et affrontements sont souvent fréquents avant et après les élections politiques en d'une manière général en Guinée et la Préfecture de Kankan ne fait pas exception à cet état de fait. Les jeunes, militants et sympathisants des partis politiques en course, sont maints cas préparés et positionnés en forces d'attente. C'est une construction mentale qui qui prend forme dès la période de campagne

électorale. La quasi-totalité des leaders politiques, dans les meetings, présupposent a priori, d'éventuels mécanismes de mascarades ou de tricheries préétabli par le parti au pouvoir ou par les organismes en charge de l'organisation des scrutins. Il suffit que les résultats soient en défaveur d'un parti politique, à tort ou à raison, pour que son leader fasse une interview ou une déclaration en indiquant une position contradictoire afin de déclencher la violence dans les rues. Il existe des groupes de jeunes frustrés généralement en situation de chômage et des consommateurs de stupéfiants qui sont toujours aux aguets de la violence en faisant des élections une sorte de prétexte. Ils profitent du contexte électoral pour exprimer leur mécontentement, régler des comptes ou arracher les biens des groupes minoritaires ou des citoyens néophytes qui payent les frais. Par ailleurs, l'activisme sur les réseaux, en dépit de ses avantages, est devenu un domaine à haut risque. L'usage incontrôlé des réseaux sociaux par des jeunes amateurs est un facteur exacerbant des tensions sociales face aux processus électoraux. Cela se traduit par la diffusion d'images montées de toutes pièces ne reflétant pas la réalité parfois. Il s'agit d'images caractérisées par la haine, la violence, l'intoxication et le parti pris.

Pourtant, la citoyenneté garantit des droits et libertés au citoyen et lui impose des devoirs et responsabilités. Chaque individu doit, dans sa vie quotidienne, savoir exercer ses droits et libertés tout en respectant ceux des autres et en observant les lois et règlements de la République. D'où la nécessité de mettre en place des mécanismes en vue de cultiver le civisme et d'inculquer aux jeunes le devoir de respecter les règles de la vie commune et d'exercer une citoyenneté responsable. A noter que la crise de la citoyenneté peut se traduire par la faiblesse du rôle d'encadrement des instances de socialisation primaire et secondaire comme la famille et l'école. Dans l'univers familial, les séances de dédiées aux contes et légendes ont cédé la place aux films de violence à travers la télévision et les réseaux sociaux. Dans les écoles, les cours d'éducation civique et morale jadis enseignés ne sont plus de mise. Mieux, l'influence de l'environnement social sur l'éducation d'enfants d'autrui se rétrécit de plus en plus.

Dans la Préfecture de Kankan, les obstacles majeurs à une résolution efficace des conflits électoraux est le manque d'informations disponibles sur le processus et les et les procédures électorales ainsi que le manque général de confiance vis-à-vis du système judiciaire. La représentation

sociale des parties prenantes est fondée sur le fait que les instances judiciaires ne sont pas capables d'assurer une réponse impartiale et opportune aux plaintes électorales. On estime que l'influence du pouvoir exécutif à tous les niveaux du système judiciaire limite l'indépendance de sa prise de décision. A cet effet, les mécanismes efficaces de prévention et de résolution des conflits électoraux, y compris la mise à disposition, selon les besoins, d'une audience équitable et publique auprès d'un tribunal, sont essentiel pour s'assurer que des remèdes efficaces soient disponibles pour la réparation des violations des droits fondamentaux liés au processus électoral.

## **Conclusion**

En Guinée, de plus en plus, le domaine politique devient dominant d'une manière générale. L'engagement de la jeunesse à la politique est fondamental pour le développement et l'avenir du pays. Elle porte d'immenses potentialités à exploiter judicieusement , en tant qu'acteurs du changement, au profit du pays. Cela n'est possible qu'à travers une démocratie libre, inclusive et juste favorable à la prise en compte des préoccupations de l'ensemble des composantes socio-culturelles de la société.

En effet, les résultats de cette étude montrent que la participation politique de la jeunesse dans la Préfecture de Kankan est influencée par divers facteurs socio-culturels, économiques et politiques en lien avec les conditions d'existences des acteurs.

L'étude met en évidence que les conflits et affrontements sont souvent fréquents avant et après les élections politiques d'une manière général en Guinée, et la Préfecture de Kankan ne fait pas exception à cet état de fait. Aussi, elle permet de comprendre que les niveaux de conscience varient d'un acteur politique à un autre et d'un groupe social à un autre selon les contextes.

Les intérêts des partis prenantes des processus électoraux bousculent dangereusement les valeurs cardinales qui fondent la notion de citoyenneté, laissant place aux cercles de tensions sociales et de violence sous plusieurs formes. On note un véritable déficit de citoyenneté. Aux défis classiques, s'ajoutent de nos jours la tendance de la violence physique, verbale et morale portée et amplifiée par les réseaux sociaux.

Face à la crise des valeurs sociales et la montée de l'incivisme dans cette société, il apparaît nécessaire d'envisager des mesures. Aussi, la précarité des conditions d'existence expose et conduit plusieurs jeunes à la manipulation politique et aux travers sociaux. L'étude permet aussi de saisir qu'une frange importante de jeunes évoluant en politique ne sont pas conscient de leurs insuffisances en termes de formation et d'aptitude, encore moins, des facteurs qui entravent leur épanouissement.

Par ailleurs, une véritable politique de développement durable exige que les potentialités de la jeunesse soient maximisées et prises en compte dans les politiques gouvernementales, projets et programmes de développement pour avancer. Face à ces défis, il apparaît nécessaire de promouvoir un environnement favorable à la participation des jeunes dans les instances de décision en tenant compte des normes sociales et représentations stéréotypées. Dans ce cas, un travail de sensibilisation et de plaidoyer auprès des parties prenantes s'avère fondamental. La politique ne doit pas être l'art des conflits et de la violence, plutôt l'art de l'apaisement et du développement. La mentalité négative de la participation politique doit être de construite par des actions concrètes et pérennes.

De l'analyse des données recueillies, il apparaît que les l'hypothèse a été confirmée. Au terme de l'investigation, cette étude présente quelques limites : limite spatiale, limite méthodologique et limite technique.

## Références

- Aquatias Samuel**, 1997. Jeunes de banlieue, entre communauté et société. Une approche socio-anthropologique du lien social », *Socio-anthropologie*, 2, <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie>.
- Avenel C**, 2004. Sociologie des “quartiers sensibles”, Paris, Armand Colin, 135p
- Bacqué, Mechmache M**, 2013. Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, Paris, Ministère de la Ville, juillet 2013, 97 p
- Bacqué Sintomer Y**, 2001. Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers , *Revue française de sociologie*, 42 (2), p. 217-249

- Becquet V de Linares**, 2005. Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires, Paris, l'Harmattan, 95p.
- Bordet Janot, 2007. Oui à une société avec les jeunes des cités ! Sortir de la spirale sécuritaire, Paris, Éditions de l'Atelier, 205 p
- Bourdieu Pierre**, 1984. Questions de sociologie, Paris, Éditions de Minuit, 215p
- Callon M, Lascoumes P, Barthe Y.** (2001), agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, Seuil.
- Castel R, 2006. La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue », Annales. Histoire, Sciences Sociales, 61 (4), p. 777-808.
- Cortéséro R**, 2010. Entre l'émeute et le ghetto : quels cadres de socialisation politique pour les jeunes des banlieues populaires ? », Éducation et sociétés, 25, p. 65-81.
- Daquin A**, 2017. Jeunes et conseil citoyen : quelles opportunités de renouvellement de la participation dans les quartiers populaires ? Le cas de Grigny (69), rapport d'étude, Programme de co-évaluation nationale des conseils citoyens, Université Paris Nanterre.
- Derville G**, 1997. La stigmatisation des jeunes de banlieue , Communication et langages, p. 104-117.
- Estèbe Panilli**, 2001. La politique de la ville et la jeunesse », Agora débats/jeunesses, 5 (1), p. 31-38.
- Rapport FDVA**, 2004. « Place de nouveaux publics, notamment des jeunes, dans le renouvellement des instances de gouvernance »
- Rapport**, 2014. La participation des jeunes à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de développement et solidarité internationale de la France : enjeux, perspectives et modalités
- Union interparlementaire**, 2023. La représentation des jeunes dans les parlements nationaux : 2023. ipu.org.
- Place aux Jeunes** , 2023. Echanges de pratiques : Adopter une approche intersectionnelle des jeunes.